

Éthiopie : situation dans la région d'Amhara

Rapport thématique

Berne, 8 septembre 2025

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Courriel: info@osar.ch

Site web: www.osar.ch

IBAN: CH92 0900 0000 3000 1085 7

Versions

Français, allemand

COPYRIGHT

© 2025 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Situation dans la région d'Amhara	4
2.1.	Affrontements armés et violences envers la population civile	5
2.2.	Situation humanitaire et accès aux soins de santé	6
2.3.	Violations des droits humains et crimes de guerre	6
3	Agissements d'acteurs étatiques à l'encontre de la population d'Amhara.....	7
3.1.	Arrestations de masse	7
3.2.	Surveillance de masse	7
4	Profils à risque.....	8
4.1.	Journalistes	8
4.2.	Personnel judiciaire, universitaire et membres d'ONG	8
4.3.	Personnes ayant des liens présumés avec Fano	9
4.4.	Patient·e·s et personnel médical	10
4.5.	Situation des femmes et des filles	10
5	Attaques de groupes armés non identifiés contre les humanitaires	11
6	Sources	11

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

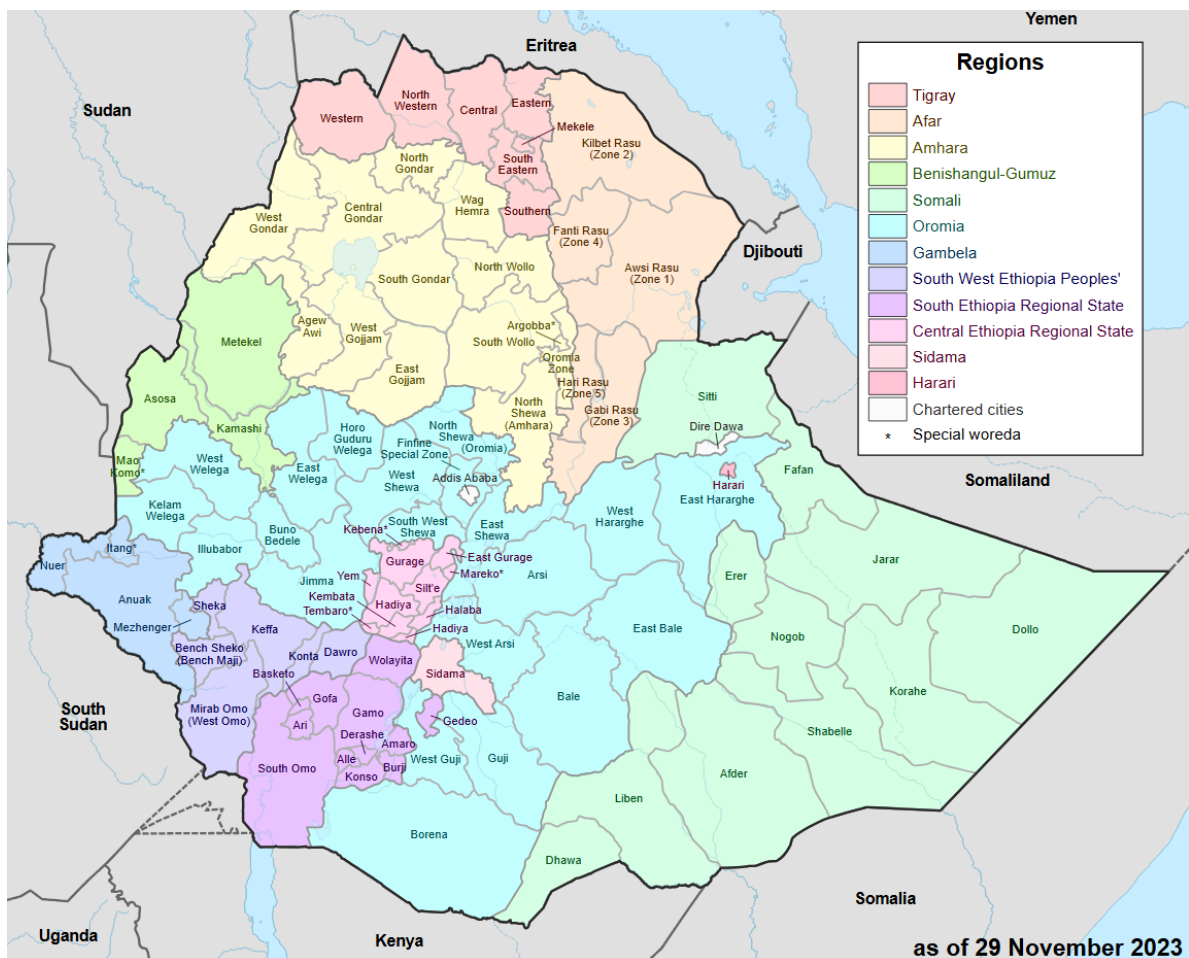
1 Introduction

Les questions suivantes sont tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Quelle est la situation sécuritaire dans la région d'Amhara ?
2. Quels sont les profils à risque particulièrement vulnérables aux violences, notamment par des acteurs étatiques ?

L'*Organisation suisse d'aide aux réfugiés* (OSAR) observe depuis plusieurs années l'évolution de la situation en Éthiopie.¹ Sur la base des informations fournies par des expert·e·s et de ses propres recherches, l'OSAR prend position comme suit sur ces questions :

2 Situation dans la région d'Amhara



Source: Danish Immigration Service (DIS), octobre 2024

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine.

2.1. Affrontements armés et violences envers la population civile

La région d'Amhara déchirée par un conflit entre les *Forces de défense nationale éthiopiennes* (FDNE) et la coalition de milices Fano. Selon l'indice hebdomadaire des conflits de l'*Armed Conflict Location & Event Data* (ACLED), le niveau de conflit reste élevé en Éthiopie et les prévisions pour les six prochains mois sont inchangées (ACLED, 18 août 2025). Les combats entre les FDNE et Fano se sont étendus à toutes les zones de la région d'Amhara. Des affrontements entre Fano et l'*armée de libération de l'Oromo* (OLA) sont également rapportés le long de la frontière régionale entre Amhara et Oromia (*UK Home Office*, juin 2025). Le conflit a débuté en avril 2023 par des affrontements sporadiques mineurs dans la région d'Amhara. En août 2023, les milices Fano ont lancé une offensive afin de prendre le contrôle des villes principales d'Amhara, conduisant à une insurrection à grande échelle (*The Conversation*, 2 avril 2025). Les violences auraient causé la mort d'au moins 7 700 personnes entre avril 2023 et avril 2025. L'*Amhara Association of America* (AAA) est une organisation nationaliste Amhara à but non lucratif basée à Charlotte, en Caroline du Nord, qui se consacre à la défense des droits humains du peuple Amhara en Éthiopie. Selon AAA, entre le 4 août 2023 et le 4 août 2024, plus de 3 283 victimes civiles (2 592 décès et 691 blessé·e·s) ont été recensées à Amhara (*UK Home Office*, juin 2025). Le rapport du *Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme* (OHCHR) de juin 2024 signale que 740 personnes civiles ont été tuées dans la région d'Amhara en 2023. La plupart des victimes sont attribuées aux FDNE (OHCHR, juin 2024).

Attaques, destructions et représailles envers les personnes civiles. Selon *Human Rights Watch* (HRW), lors de combats entre les FDNE et Fano, des attaques auraient été perpétrées à l'encontre de personnes réfugiées et d'infrastructures civiles (HRW, 16 janvier 2025). À Amhara, les personnes civiles sont victimes d'atrocités dues aux combats entre les milices ethniques et aux représailles du gouvernement fédéral contre les communautés locales (GCR2P, 15 juillet 2025). Le 10 août 2025, le portail d'actualités éthiopien *Borkena* rapportait que les milices Fano avaient déclaré avoir tué 66 soldats gouvernementaux au sud du Gondar. Le lendemain, les FDNE étaient accusées par Fano d'avoir exécuté huit personnes civiles, les ciblant délibérément en représailles à leurs récents échecs militaires (*Borkena*, 11 août 2025). Le 14 juillet 2025, plus de huit personnes, dont trois enfants, auraient été tuées et six autres enlevées lors d'une attaque qui aurait été perpétrée par Fano (*Addis Standard*, 16 juillet 2025). Le 17 avril 2025, à Amhara, une frappe de drone des FDNE aurait tué 100 personnes dans la ville de Gedeb. Les forces gouvernementales ont déclaré que l'attaque visait Fano, mais les personnes civiles ayant survécu ont affirmé que la frappe visait des volontaires civiles qui construisaient une clôture dans une école locale (GCR2P, 15 juillet 2025). En 2024, les FDNE utilisaient déjà des drones dans des frappes indiscriminées tuant des centaines de personnes civiles (OHCHR, juin 2024 ; TNH, novembre 2024). Entre le 30 avril 2024 et le 31 mai 2025, *Amhara War Updates* (AWU) a recensé 10 176 personnes civiles victimes des combats et des violations des droits humains, parfois mortellement (AWU, 7 août 2025).

2.2. Situation humanitaire et accès aux soins de santé

La situation humanitaire est très préoccupante dans la région d'Amhara. Selon le *Bureau de la coordination des affaires humanitaires* (OCHA), il y aurait environ un demi-million de personnes déplacées à Amhara. Ces dernières sont confrontées à de graves pénuries de nourriture, d'abris, d'eau, d'installations sanitaires, de soins de santé et de services de protection (OCHA, 14 juillet 2025). En 2024 déjà, Stéphane Dujarric, Porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, avait alerté sur les hostilités qui faisaient rage dans les régions d'Amhara et d'Oromia, et limitaient l'accès à l'aide humanitaire. En conséquence, quatre millions de personnes avaient besoin d'aide alimentaire, nutritionnelle, sanitaire et en matière d'eau et d'assainissement (UN, 17 janvier 2024). Selon OCHA, entre mai et juin 2025, les communautés déplacées à travers l'Amhara étaient toujours confrontées à des conditions de vie désastreuses et à une aide humanitaire limitée. Environ 22 000 personnes déplacées vivent dans trois camps collectifs dans la ville de Debre Berhan depuis trois ans (OCHA, 14 juillet 2025).

Crise sanitaire aggravée par le conflit. Au 17 juin 2025, l'Institut de santé publique d'Amhara, cité par OCHA, a confirmé 2 435 cas de choléra, dont 15 décès, la moitié des patient·e·s souffrant de déshydratation sévère. De plus, sept régions sont actuellement touchées par la variole du singe, dont Amhara (OCHA, 14 juillet 2025). Selon *Médecins Sans Frontières* (MSF), le conflit en cours a gravement affecté le système de santé d'Amhara. Pour les patient·e·s, l'insécurité, les restrictions de mouvement et le manque de moyens de transport abordables rendent de plus en plus difficile l'accès aux soins, même pour les personnes atteintes de maladies mortelles comme le kala-azar et les morsures de serpent. Les établissements de santé sont confrontés à des pénuries de médicaments essentiels et à des perturbations des chaînes d'approvisionnement (MSF, 9 juillet 2025). Dans la région d'Amhara, le conflit, avec la destruction d'infrastructures sanitaires essentielles, a créé une crise sanitaire complexe qui continue de s'aggraver. Le déplacement et la migration des professionnel·le·s de santé en raison du conflit accentuent également la pénurie de main-d'œuvre. De plus, selon les chercheurs *Mihretie Gedfew et al.*, des taux plus élevés de syndrome de stress post-traumatique, d'anxiété et de dépression sont rapportés, parmi la population mais aussi au sein du personnel soignant (*Mihretie Gedfew et al.*, t, avril 2025).

2.3. Violations des droits humains et crimes de guerre

Graves violations des droits humains et possibles crimes de guerre qui se poursuivent. L'*Associated Press* (AP) explique que certaines personnes opposant le gouvernement souhaitent que les Amharas, qui dominaient autrefois la politique nationale, reviennent au pouvoir car, selon elles, les Amharas subissent des attaques ciblées (AP, 11 avril 2025). Fano accuse le gouvernement de commettre des violences génocidaires contre les Amharas. L'*Amhara Fano National Force* (AFNF), regroupant les groupes armés Amhara Fano et formée en mai 2025, déclare avoir pris les armes en tant que force d'autodéfense afin d'assurer la sécurité de son peuple (*DNE Africa*, 17 août 2025). Selon le *UK Home Office*, autant les FDNE et Fano commettent des violations des droits humains à l'encontre des personnes civiles à Amhara. Des forces armées pourraient également avoir participé à des crimes internationaux graves (*UK Home Office*, juin 2025). Selon HRW, les FDNE auraient commis des attaques constituant des crimes de guerre à l'encontre de professionnel·le·s de la santé et de patient·e·s dans la

région d'Amhara. Des soldats auraient également attaqué des établissements et des véhicules médicaux, ainsi qu'entravé l'accès à l'aide humanitaire (HRW, 16 janvier 2025). Le *Danish Immigration Service* (DIS) rapporte que des acteurs étatiques éthiopiens ont commis des arrestations arbitraires, des meurtres, des actes de torture et des violences sexuelles, en particulier dans les régions du Tigré, d'Amhara et d'Oromia (DIS, octobre 2024). Selon HRW, en 2024, « l'impunité pour les violations des droits de l'homme est restée la norme » (HRW, 16 janvier 2025). Selon le GCR2P, les populations d'Amhara restent exposées à de nouveaux crimes de guerre et crimes contre l'humanité en raison des violations de l'accord de cessation des hostilités, ou CoHA, (GCR2P, 15 juillet 2025), signé en 2022.

3 Agissements d'acteurs étatiques à l'encontre de la population d'Amhara

3.1. Arrestations de masse

Les arrestations de masse continuent. En mai 2025, l'agence de presse africaine *APAnews* rapportait que la *Commission éthiopienne des droits humains* (EHRC) faisait état de cas d'intimidation généralisée, d'arrestations sans procédure régulière et de détérioration des conditions sanitaires dans le cadre d'une grève du personnel de la santé éthiopien. De nombreuses personnes travaillant dans le domaine de la santé auraient été arrêtées et auraient subi des actes d'intimidation. Des membres du personnel soignant auraient également été contraints de quitter les hôpitaux et les dortoirs universitaires, notamment à Bahir Dar et Gondar (Amhara). Certains raids policiers auraient eu lieu au milieu de la nuit (*APAnews*, 21 mai 2025). Selon *Amnesty International* (AI), le 28 septembre 2024, des forces armées éthiopiennes ont procédé à l'arrestation arbitraire de milliers de personnes dans toute la région d'Amhara. Parmi les personnes visées figuraient des membres du pouvoir judiciaire, notamment des juges, ainsi que des procureurs et des universitaires. Quatre membres du personnel judiciaire ont été libérés en octobre 2024. En janvier 2025, les autorités ont libéré des centaines de personnes mais des milliers d'autres restaient détenues arbitrairement (AI, 28 janvier 2025). Tigere Chagutah, directeur régional d'*Amnesty International* pour l'Afrique orientale et australe, a déclaré en novembre 2024 qu'« au cours des cinq dernières années, les détentions arbitraires massives ont été utilisées comme un outil politique pour réduire au silence les dissidents pacifiques, souvent sous le couvert de lois d'urgence », qualifiant les détentions de masse dans la région d'Amhara comme une tactique devenue courante (AI, 6 novembre 2024). Les arrestations de masse auraient ciblé en particulier les villes de Bahir Dar, Dessie, Debre Berhan, Debre Tabor et Woldia. Ces arrestations arbitraires, conduites par des forces de police, militaires et de sécurité, ont concerné autant des jeunes, des femmes, des membres respectés de la communauté, des universitaires, des médecins, des professeurs d'université et des investisseurs (AI, 28 janvier 2025 ; *East African Review*, 3 octobre 2024).

3.2. Surveillance de masse

Surveillance de la population et censure de l'information. Selon DIS, les autorités éthiopiennes auraient recours à la surveillance de masse. Toute personne peut éveiller les

soupçons du gouvernement et être surveillée numériquement (écoute téléphonique), physiquement (par le biais d'informateurs·trices) et même financièrement (contrôle des transactions financières) (DIS, octobre 2024). Les membres éminents des partis politiques, les défenseur·euse·s des droits humains, les journalistes, et toute personne critique ou perçue comme critique du gouvernement sont particulièrement ciblé·e·s (HRW, 16 janvier 2025 ; DIS octobre 2024). Les autorités restreignent ainsi sévèrement la liberté d'expression par la censure (HRW 16 janvier 2025 ; DIS, octobre 2024). *Freedom House* rapporte qu'en août 2023, en raison de l'escalade de la violence entre les FDNE et Fano, la connexion Internet mobile avait été restreinte dans les villes dans toute la région d'Amhara par les autorités. Ces restrictions n'ont été levées qu'en juillet 2024 (*Freedom House*, octobre 2024). En plus de la surveillance, les membres d'organisations de défense des droits humains, les journalistes et personnalités critiques envers le gouvernement sont confrontés à des détentions arbitraires et à des actes d'harcèlement (HRW, 16 janvier 2025 ; DIS octobre 2024). Le gouvernement utiliserait des faits non vérifiés et la désinformation pour discréditer les voix dissidentes (RSF, 2025).

4 Profils à risque

4.1. Journalistes

Journalistes arrêté·e·s, détenu·e·s et accusé·e·s de promouvoir le terrorisme. Selon HRW, les autorités ont créé un climat de plus en plus hostile et restrictif pour les médias (HRW, 16 janvier 2025). Le classement mondial de la liberté de la presse 2025 de *Reporters Sans Frontières* (RSF) révèle une détérioration significative de la liberté de la presse en Éthiopie, classant le pays 145^{ème} sur 180 (141^{ème} sur 180 en 2024). RSF rapporte que la recrudescence des violences commises à l'encontre des journalistes se poursuit dans la région d'Amhara. Des journalistes continuent d'être arrêté·e·s et détenu·e·s dans des camps militaires, accusé·e·s de « promouvoir le terrorisme » (RSF, 2025). En avril 2025, le *Committee to Protect Journalists* (CPJ) a rapporté qu'au moins sept journalistes de la chaîne privée *Ethiopian Broadcasting Service* (EBS) avaient été arrêté·e·s pour avoir diffusé un documentaire sur une femme affirmant avoir été enlevée et violée par des hommes en uniforme militaire, ce que les autorités ont qualifié de « montage ». Selon la police, les journalistes cherchaient à inciter à la violence, menacer l'ordre constitutionnel et à renverser le gouvernement en coordination avec des groupes « extrémistes » de la région d'Amhara (CPJ, 9 avril 2025).

4.2. Personnel judiciaire, universitaire et membres d'ONG

Membres du pouvoir judiciaire et de la communauté universitaire ciblé·e·s par le harcèlement et les arrestations arbitraires. Des membres de la magistrature et des procureurs ont également été arrêtés. *Amnesty International* rapporte qu'au 6 novembre 2024, neuf juges et membres du personnel judiciaire à Amhara étaient toujours détenu·e·s. Une personne ayant travaillé pendant des décennies dans le système judiciaire éthiopien a déclaré n'avoir « jamais connu ni été témoin d'un tel niveau d'anarchie » au cours de ses presque 30 années de service. *Amnesty International* rapporte également avoir reçu une liste avec les noms de onze universitaires de l'université de Wollo (Amhara), arrêté·e·s et détenu·e·s arbitrairement.

(AI, 6 novembre 2024). Les forces de sécurité et de renseignement éthiopiennes ont également intensifié leurs intimidations, le harcèlement et les menaces à l'encontre des défenseur·euse·s des droits humains et des organisations éthiopiennes. Dans ce contexte, le 29 juillet 2025, HRW a appelé les autorités éthiopiennes à rejeter les amendements proposés à la loi sur la société civile, promulguée en 2019, qui accorderaient au gouvernement des pouvoirs plus étendus pour restreindre les ONG. Ces amendements permettraient aux autorités d'interdire le financement étranger des groupes engagés dans des activités liées à la gouvernance et aux élections, et de refuser l'enregistrement, de suspendre ou de dissoudre des organisations pour des motifs de « sécurité nationale » (HRW, 29 juillet 2025).

4.3. Personnes ayant des liens présumés avec Fano

Risques accrus pour les personnes amharas soupçonnées de soutenir Fano. Fano bénéficie du soutien de la population d'Amhara et contrôle essentiellement les zones rurales. Le mouvement recrute principalement parmi la population amhara, qui serait réticente à rejoindre les forces nationales éthiopiennes, composées de soldats originaires d'Oromia et dirigées par des personnes originaires d'Oromia. Plus de 75 % des jeunes de l'Amhara auraient ainsi rejoint Fano (DIS, octobre 2024). Cependant, une *personne de contact de l'OSAR*, chercheur éthiopien dans un groupe de réflexion indépendant spécialisé dans les affaires internationales, explique qu'à sa connaissance, il n'existe pas de « branche civile » officiellement reconnue du Fano. Cependant, ce dernier compte un nombre important de personnes partisans et collaboratrices civiles (OSAR, 25 août 2025). Les Amharas en Oromia et les Oromos en Amhara, ainsi que ceux qui vivent le long des frontières des deux régions, sont vulnérables aux attaques d'acteurs étatiques et de milices ethniques (GCR2P, 15 juillet 2025). La situation de ces personnes est d'autant plus préoccupante si elles sont soupçonnées d'avoir des liens avec Fano. Des milliers de personnes amharas ont été arrêtées dans la région d'Amhara et dans la capitale Addis-Abeba pendant l'état d'urgence (août 2023 à juin 2024). Les arrestations se sont poursuivies au cours du second semestre 2024 et en 2025. Selon le *UK Home Office*, les personnes amharas sont exposées à un risque réel de persécution grave de la part de l'État en raison de leur appartenance ethnique et des facteurs à risque suivants :

- leur soutien réel ou perçu à Fano ;
- des liens familiaux avec des membres et/ou des partisan·e·s de Fano ;
- une appartenance réelle ou perçue à des groupes d'opposition amharas non armés ;
- leurs critiques publiques à l'égard du gouvernement (UK Home Office, juin 2025).

L'AP rapporte que des organisations de défense des droits humains accusent l'armée éthiopienne de nombreuses violations des droits humains, notamment des exécutions extrajudiciaires, des attaques de drones et la disparition forcée de sympathisant·e·s présumé·e·s de Fano. Par exemple, en février 2024 à Merawi, à 30 kilomètres au sud de Bahir Dar, les FDNE auraient fait du porte-à-porte après une attaque des Fano, rassemblant et exécutant des personnes civiles. La commission éthiopienne des droits de l'homme (EHRC) a déclaré qu'au moins 45 personnes civiles avaient été tuées (AP, avril 2025). Dans un rapport publié en septembre 2023, l'OSAR avait déjà fait état d'arrestations massives de personnes amharas à Addis-Abeba dans le contexte de l'état d'urgence, ainsi que de discours de haine et d'incitation à la discrimination ethnique à leur encontre (OSAR, septembre 2023).

4.4. Patient·e·s et personnel médical

Violences envers des patient·e·s et le personnel médical. Selon un rapport de HRW, les forces armées éthiopiennes ont pris pour cible le personnel médical qui soignait des combattants Fano blessés. Les forces de sécurité gouvernementales auraient tué des membres du personnel médical et des patient·e·s, menacé et agressé des médecins et arrêté illégalement des patient·e·s. Des membres des forces armées auraient fouillé à plusieurs reprises des hôpitaux à la recherche de patient·es blessé·es, en particulier par balle, par explosion ou par éclats d'obus, considérant de telles blessures comme des preuves de participation aux combats ou d'appartenance à Fano (HRW, juillet 2024). Les arrestations de membres du personnel soignant peuvent être liées à Fano, mais également aux récentes manifestations nationales organisées par les professionnel·le·s de la santé éthiopiens réclamant de meilleures conditions de travail. Les ONG *Insecurity Insight*, basée en Suisse, HRW et *Amhara Association of America* rapportent plusieurs attaques ciblées à l'encontre du personnel médical, notamment :

- 25 juin 2025 : à Bahir Dar, un gynécologue et obstétricien a été arrêté
- 17 mai 2025 : woreda de Debark, zone du Gondar Nord, région d'Amhara, huit membres du personnel soignant ont été arrêtés à l'hôpital général de Debark par les FDNE
- 11 mai 2025 : zone d'East Gojjam, dans la région d'Amhara, le président de l'Association des professionnels de santé, qui travaillait à l'hôpital primaire de Bichena, a été arrêté à son domicile par la police
- 1^{er} février 2025 : à Bahir Dar, un médecin et professeur a été abattu par des inconnus alors qu'il rentrait chez lui après son travail (*Insecurity Insight*, consulté le 3 septembre 2025 ; HRW, 7 juillet 2025 ; AAA, 3 février 2025).

4.5. Situation des femmes et des filles

Violences sexuelles commises par les forces armées. Selon *Borkena*, le viol et l'enlèvement sont utilisés par les forces éthiopiennes comme armes contre les Amharas, soumettant les femmes et les filles à des violences sexuelles, notamment des viols collectifs et des sévices physiques graves. Ces crimes cibleraient la communauté amhara en raison de son identité. De plus, en mai 2025, la même source rapporte que 200 femmes enceintes auraient perdu la vie au cours des neuf derniers mois, faute de soins médicaux adéquats dû au conflit dans la région d'Amhara (*Borkena*, 2 mai 2025). En décembre 2024, OCHA rapportait que depuis le début du conflit en juillet 2023 et octobre 2024, 1 645 femmes ont demandé de l'aide suite à des violences sexuelles dans la région d'Amhara. Près de la moitié avait moins de 18 ans. OCHA souligne que ces données ne reflètent que les signalements d'une petite partie des établissements de santé, car la peur de la stigmatisation, des représailles et des problèmes d'accès entraîne une sous-déclaration des cas (OCHA, 13 décembre 2024).

5 Attaques de groupes armés non identifiés contre les humanitaires

Recrudescence des attaques contre les humanitaires. Le Conseil des organisations de la société civile éthiopienne, cité dans le dernier rapport du Département d'État américain sur la situation des droits humains en Éthiopie (USDOS), a signalé une recrudescence des attaques visant les humanitaires dans la région d'Amhara (USDOS, 12 août 2025). Le 14 août 2025, un incident sécuritaire s'est produit dans la région de Cheneq. Trois membres du personnel de la *Croix-Rouge éthiopienne* (ERCS) ont été enlevés par des individus armés non identifiés alors qu'ils revenaient d'une mission de livraison d'ambulance. Libérés le 15 août, l'un d'eux, Ato Honelegn Fentahun, est décédé peu après son arrivée aux services d'urgence (IFRC, 20 août 2025). TNH rapporte qu'en juillet 2024, quatre collaborateur·trice·s d'ONG ont été kidnappé·e·s par des individus armés. Un employé travaillant pour *Action for Social Development and Environmental Protection Organisation* (ASDEPO), Yared Melese, est décédé. Il s'agissait du sixième membre du personnel humanitaire à être tué, entre janvier et juillet 2024, dans la région d'Amhara (TNH, 19 septembre 2024).

6 Sources

ACLED, 18 août 2025:

« ACLED's Weekly Conflict Index provides a singular measure of conflict intensity in every country in the world. It is updated every Wednesday and leverages the conflict indicators identified in ACLED's annual Conflict Index — deadliness, danger, diffusion, and fragmentation — to create a single score for each country that can be used to track its conflict evolution each week. »

Ethiopia

Conflict level: high

6-month forecast: consistent. »

Source: ACLED, Weekly Conflict Index, 18 août 2025: <https://acleddata.com/platform/weekly-conflict-index>.

Addis Standard, 16 juillet 2025:

« More than eight people, including three children, were killed, and six others were abducted in an attack allegedly carried out by "Fano militants." According to residents and officials from the Chilga district, the attack took place on Monday, July 14, in Godo Kebele, Chilga district, Central Gondar Zone of the Amhara Region. Several homes were reportedly set on fire by the attackers. » Source: Addis Standard, Over eight killed, including three children, in 'brutal attack' allegedly carried out by Fano militants in Central Gondar, 16 juillet 2025: <https://addisstandard.com/over-eight-killed-including-three-children-in-brutal-attack-allegedly-carried-out-by-fano-militants-in-central-gondar/>.

Amhara Association of America, 3 février 2025:

« Last Sunday night Bahir Dar University Medicine and Sciences College and Tibebe Ghion **Medical Researcher Dr. Andualem Dagne was shot and killed** while returning from his place of work to his home **by unknown assailants** according to Bahir Dar University, the professional's killing has saddened both the university and residents of **Bahir Dar city**. » Source: Amhara Association of America, DW Amharic – Renowned medical professional killed in Bahir Dar, 3 février 2025: <https://www.amharaamerica.org/post/dw-amharic-renowned-medical-professional-killed-in-bahir-dar>.

Amnesty International, 28 janvier 2025:

« On **28 September 2024, Ethiopia's army and Amhara regional security forces arbitrarily rounded up thousands of people across Amhara region** and brought them to four mass detention centres. Members of the judiciary, including judges, as well as prosecutors and academics were among the people targeted.

The arrests took place amid fighting between Ethiopia's military and Amhara armed groups, which continues.

Four judiciary workers were released in October 2024. In January 2025, authorities released hundreds of people, including three judges, women, elderly people and people suffering chronic health issues. **Thousands remain arbitrarily detained**. » Source: Amnesty International, Ethiopia: Urgent international action needed to end mass arbitrary detentions in the Amhara Region, 28 janvier 2025: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/01/ethiopia-urgent-international-action-needed-to-end-mass-arbitrary-detentions-in-the-amhara-region/>

Amnesty International, 6 novembre 2024:

« Amnesty International research has found that since 28 September 2024 the task force has filled four makeshift detention camps across the Amhara region with thousands of civilians.

“Ethiopia has entered a new era of disregard for national, regional and international human rights obligations. **Over the past five years, arbitrary mass detentions have been used as political tools to silence peaceful dissent, often under the guise of sweeping state of emergency laws,**” said Amnesty International’s Regional Director for East and Southern Africa Tigere Chagutah

“What is now being witnessed in the Amhara region shows that mass and arbitrary detentions have become a routine tactic” Amnesty International’s Regional Director for East and Southern Africa Tigere Chagutah

Members of the judiciary and prosecutors have also been arrested, particularly those who challenged executive interference in political cases, according to four interviewees.

A judge who spoke with Amnesty International on condition of anonymity confirmed that **nine judges and court staff from across the region remain detained**, while four others were released on 20 October.

“The majority of detained individuals [judges and court staff] were taken from court, while a few were arrested at home,” said a source within the judiciary. “All arrests are directly related to

the detainees' professional duties, **with most serving as judges on criminal benches,**" the source added.

Similarly, a senior prosecutor told Amnesty International that at least **13 prosecutors have been detained across the region. In both cases, detainees have not been brought to court and have been held for between two weeks to a month without due process.**

An individual that served in the justice system for decades said, "I've **never experienced or witnessed this level of lawlessness in my nearly 30 years of service in the justice system**".

Others arbitrarily arrested are members of the academic community across the region. Amnesty International received a list of 11 academic staff members detained from Wollo University. A credible source stated that, after over a month in arbitrary detention at the Choris a makeshift camp, these individuals were finally brought before a court this week.

"This wave of arbitrary mass arrests has also targeted those who **challenged executive interference in the judiciary, as well as a large number of academics.** Alongside a recent surge in harassment of human rights defenders and journalists, these tactics are deeply alarming," said Tigere Chagutah. » Source: Amnesty International, Ethiopia: End the month-long arbitrary detention of thousands in Amhara Region: 6 novembre 2024: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/11/ethiopia-end-the-month-long-arbitrary-detention-of-thousands-in-amhara-region/>.

AP, 11 avril 2025:

« The Amhara, **Ethiopia's second-largest ethnic group, once dominated national politics.** Many among the rebels **want to see them in power again.** But they also **claim the Amhara are under attack, citing ethnic-based violence** in parts of Ethiopia where they are a minority.

Fighting has escalated since mid-March, with the Fano launching an offensive across Amhara. The military has claimed it "crushed" the offensive and **killed 300 Fano fighters**, but reports of clashes persist. [...] Rights groups have accused **Ethiopia's military of abuses including extrajudicial killings, drone strikes against civilians and enforced disappearances of alleged Fano sympathizers.** Human Rights Watch last year said it had documented attacks by Ethiopian soldiers and allied militias in at least 13 Amhara towns since August 2023. **The bloodiest known episode was in February 2024 in Merawi, 30 kilometers (18 miles) south of Amhara's regional capital, when Ethiopian troops went door-to-door rounding up and executing civilians following a Fano attack,** according to Human Rights Watch and Amnesty International. The state-appointed human rights commission said **at least 45 civilians were killed.** "The Ethiopian authorities have taken no meaningful steps to hold perpetrators accountable," said Haimanot Bejiga, a researcher for Amnesty International. » Source: AP, Is Ethiopia at war again? A look at the rebellion in one of its most powerful regions, 11 avril 2025: <https://apnews.com/article/ethiopia-amhara-fano-insurgency-rebels-6108686ebbf1458f71269380346fc>.

APAnews, 21 mai 2025:

« The **Ethiopian Human Rights Commission (EHRC)** has announced **widespread intimidation, arrests, and deteriorating healthcare conditions as strikes by the country's health workers enter its second week.**

The EHRC confirmed reports of arrests, intimidation, and **staff being forced to vacate hospitals and university dormitories** across cities such as Addis Ababa, Hawassa, Jimma, **Bahir Dar, and Gondar**.

The EHRC cited the **arrests of numerous professionals**, including residents and interns, and described the forced evictions of medical staff from hospital campuses as troubling.

The striking health professionals told APA ongoing intimidation **including midnight raids by police, arrests without due process, and harassment for participating in the strike**. » Source: APAnews, Ethiopia's striking health workers targeted in mass arrests, 21 mai 2025: <https://ap-news.net/ethiopias-striking-health-workers-targeted-in-mass-arrests/>.

AWU, 7 août 2025:

« **Between April 30th, 2024 and May 31st, 2025**, AWU recorded battle events and human rights incidents across 172 distinct woreda/city administrations in 25 zonal administrations in 5 regions (Amhara, Oromia, Addis-Ababa city, Central Ethiopia and Somali) over which AWU recorded 33,122 battle-related casualties (predominantly combatants) and **10,176 civilians were victimized (in some cases, fatally)**. » Source: Amhara War Updates (AWU), Summary of Amhara War Updates for May 2024 to May 2025, 7 août 2025: <https://www.amharaamerica.org/post/summary-of-amhara-war-updates-for-may-2024-to-may-2025>.

Borkena, 11 août 2025:

« **Ethiopian Defense Force allegedly executed at least eight civilians in Antsokia Gemza district of North Shoa**. In a statement released on Monday, "Shewa Teklay Gizat Command" of **Fano forces said the civilians were taken out of their homes and executed** in the locality of "Fecho Megenteya." **Daily laborers and elders among those executed**, the group announced. **The Fano group accused government forces of deliberately targeting civilians**. They claim that the government forces are **retaliating to the defeat they suffered by massacring civilians**. "It is not possible to stop Fano's struggle by massacring civilians," Fano said. Government forces went home to home, knocked on doors, dragged the residents and executed them in a shocking manner, according to Fano forces account as reflected in the statement they released. The statement also indicated that a father and son, and siblings are among the victims. **The Ethiopian Defense Force has been denying that it is not targeting civilians in the war against Fano forces**. However, **reputable human rights organizations both in the country and abroad have been reporting recurring extrajudicial killings and drone attacks against civilians in the Amhara region of Ethiopia over the past two years**. » Source: Borkena, Ethiopian Defense Force Allegedly Executed Eight Civilians in North Shoa, 11 août 2025, <https://borkena.com/2025/08/11/ethiopian-defense-force-allegedly-executed-eight-civilians-in-north-shoa/>.

Borkena, 10 août 2025:

« Government forces have reportedly suffered more casualties in some areas. **The Fano forces in South Gondar claimed to have killed 66 government soldiers**. According to Ethio Focus, the battle was in the Kwasa Michael area of and Mesk Wuha areas of Semada in South Gondar. From the Fano side, four reported killed including a commander. The Ethiopian Government has not remarked about it. » Source: Borkena, Fano Forces Claim They Killed Over 60 Government Forces

in Gondar, 10 August 2025: <https://borkena.com/2025/08/10/ethiopia-fano-forces-claim-they-killed-over-60-government-forces-in-gondar/>

Borkena, 2 mai 2025:

« *The ongoing conflict and related challenges in the Amhara region have had a devastating impact on maternal healthcare, with the regional health bureau reporting to Ahadu Radio that **200 pregnant women have tragically lost their lives in the past nine months alone due to lack of adequate medical attention.*** » Source: Borkena, Amhara Conflict Severely Disrupts Maternal Care, Leaving 200 Mothers Dead in Nine Months, 2 mai 2025 : <https://borkena.com/2025/05/02/ethiopia-amhara-conflict-severely-disrupts-maternal-care-leaving-200-mothers-dead-in-nine-months/>.

Borkena, 23 avril 2025:

« *The Abiy Ahmed regime has **weaponized rape and abduction against the Amhara, subjecting women and girls of all ages to horrific sexual violence, including mass rape and severe physical abuse.** These crimes are perpetrated by forces recruited and financed by the current regime, targeting the Amhara community based on their identity.* » Source: Borkena, The Plight Of Amhara Women And Girls: A Call For Justice, 23 avril 2025: <https://borkena.com/2025/04/23/ethiopia-the-plight-of-amharawomen-and-girls-a-call-for-justice/>.

CPJ, 9 avril 2025:

« *Ethiopian authorities should drop terrorism investigations into **at least seven journalists from the privately owned Ethiopian Broadcasting Service (EBS) who were detained over what authorities said was a fabricated documentary,** the Committee to Protect Journalists said Wednesday.*

Police arrested the journalists over a March 23 episode of “Addis Meiraf,” which has since been taken down, in which Birtukan Temesgen said she was abducted and raped by men in military uniforms when she was a student in 2020.

“Arresting journalists on terrorism allegations is a disproportionate response to concerns over lapses in journalistic ethics, particularly as EBS has already faced regulatory sanction,” said CPJ Africa Program Coordinator Muthoki Mumo.

Police said the journalists sought to incite conflict, threaten the constitutional order, and overthrow the government in coordination with “extremist” groups in Amhara region, according to court documents, reviewed by CPJ. » Source: Committee to Protect Journalists (CPJ), At least 7 journalists detained in Ethiopia on terror allegations, 9 avril 2025: <https://cpj.org/2025/04/at-least-7-journalists-detained-in-ethiopia-on-terror-allegations/>.

DIS, octobre 2024:

« *Ethiopian state actors have committed human rights abuses, including arbitrary arrests, killings, torture, and sexual violence, particularly in Tigray, Amhara and Oromia. The government extended the State of Emergency (SoE) declared in August 2023 in Amhara and used it nationwide to suppress dissent, with widespread arbitrary detentions and human rights abuses.*

Human rights organisations in Ethiopia face significant threats, including detentions and harassment of their members, severely impacting their ability to operate and monitor violations. The government has severely restricted the freedom of expression, with numerous journalists detained and media platforms controlled or censored.

Surveillance of citizens in Ethiopia takes multiple forms: digitally, via wire-tapping, physically, via informants and possibly also financially, via the monitoring of financial transactions.

The authorities are most likely to surveil prominent members of political parties, but may also surveil lower-ranked members if they become the object of interest to the authorities. The interviewed sources confirmed that digital mass-surveillance for any signs of anti-government activity is a common practice: The authorities tap ordinary phone calls, including encrypted calls on WhatsApp. The authorities have presented intercepted WhatsApp calls in court as evidence. Furthermore, the authorities monitor online activity on social media.

One source described the **widespread use of informants or ordinary citizens that are assigned to physically follow any person that they suspect of something in order to monitor this person's daily activities. The system is called 'one-to-five' system.**

« The conflict in Amhara is marked by the presence of both state and non-state armed actors. State armed groups active in the region include the Ethiopian National Defence Force (ENDF), the Federal Police, the Amhara Police, the Amhara local militia, and the Amhara Anti-Riot Force. **Among the non-state armed groups are the Fano, which is a movement of decentralised groups. It is difficult to distinguish between the state-affiliated 'Amhara militia', 'Amhara Special Forces' and 'Amhara Fano militia'. Moreover, Eritrean forces have trained and supplied weapons to Fano during the Tigray war. Reportedly, Fano forces are still being trained in Eritrea. The movement is initially fragmented with a decentralised structure and membership is informal, although it has become a well-organised military wing over the past 8 months to 1 year. Its use of violence previously made Fano unpopular amongst Amhara people. The signing of the CoHA and the government's plan to disband the regional Special Forces led to rise of Amhara nationalism and hence the popularity of Fano increased.** According to Mehari Maru, many Amharas may side with Fano in the conflict as Fano has proved a resistance to ENDF. Landinfo finds that Amharas are reluctant to join the Ethiopian national forces as these forces are primarily composed of soldiers from Oromia and managed by people from Oromia.

Moreover, **drone attacks, mass arrest and targeting of civilians by the federal government has generated increased public support towards Fano. According to the EHRDC, more than 75 % of youth in Amhara have joined Fano. Since the war in Amhara erupted, the Fano militia aim at fighting the federal government. The militias have been able to control many rural areas in the Amhara region, while the militia generally conduct ambush attacks against the ENDF and political opponents in urban areas and challenge the federal government through its hit-and-run tactics. Conversely, government forces mostly control towns and main roads.** [...] » Source: Danish Immigration Service (DIS), Ethiopia; Security situation in Amhara, Oromia and Tigray regions and return, october 2024, pp. 1, 22-23, 28-29: <https://www.ecoi.net/en/file/lo-cal/2116704/coi-ffm-report-ethiopia-security-situation-october-2024.pdf>.

DNE Africa, 17 août 2025:

« **Amhara Fano**, a major rebel group in Ethiopia's Amhara region **has accused the government of waging a "genocidal war" against the Amhara people**, in a response to the U.S. State Department's latest human rights report on the country.

The group said **that beyond the extrajudicial killings, torture, and arbitrary detentions mentioned in the U.S. report, the government and its allies have engaged in mass displacement, ethnic cleansing, weaponised sexual violence, and collective punishment** by depriving people of essential services.

"These actions meet internationally recognized definitions of war crimes, crimes against humanity, and genocide," the statement said.

The AFNF, a unified organisation of Amhara Fano armed groups formed in May 2025, said it took up **arms as a self-defence force to ensure the safety of its people**. "We emphasize that our forces operate under strict codes of discipline and in adherence to international humanitarian law," it stated. » Source: DNE Africa, Amhara Fano rebels accuse Ethiopian government of 'genocidal war' in response to U.S. report, 17 août 2025: <https://africa.dailynewsegypt.com/amhara-fano-ethiopia-government-genocide/>.

East African Review, 3 octobre 2024:

« **In the past few days, the Ethiopian government, led by Prime Minister Abiy Ahmed, has escalated its campaign of mass arrests across the Amhara region, with a special focus on cities such as Bahir Dar, Dessie, Debre Berhan, Debre Tabor, and Woldia**. This Oromo Prosperity Party led mass arrest campaigns is affecting people from all walks of life, **including young individuals, women, respected community members, academics, doctors, university professors, and investors**. Sources report that **police, military, and security forces are conducting these arrests arbitrarily**, without warrants or formal charges, sparking growing concerns over human rights violations. » Source: East African Review, Ethiopia: Indiscriminate Mass Arrests in Amhara Region Spark Outrage, 3 octobre 2024: <https://www.eastafricanreview.com/2024/10/03/ethiopia-arbitrary-arrests-amhara-human-rights/>.

Global Centre for the Responsibility to Protect, 15 juillet 2025:

« **In Amhara, an ENDF drone strike on 17 April reportedly killed 100 people in Gedeb town in East Gojam zone**. **Government forces stated the attack was targeting Fano militia in the area, but survivors said the strike targeted civilians who were volunteering to build a fence at a local school**.

In Amhara and Oromia, civilians are facing atrocities due to fighting between ethnic militias and the federal government's retaliation against local communities. **Amharas in Oromia and Oromos in Amhara, as well as those along the borders of both regions, are vulnerable to attacks by ethnic-based militias**. Identity-based killings may amount to crimes against humanity, while targeted attacks on civilians and civilian infrastructure may amount to war crimes.

Populations in Tigray, Afar and Amhara also remain at risk of further war crimes and crimes against humanity due to violations of the CoHA [Cessation of Hostilities Agreement]. » Source:

Global Centre for the Responsibility to Protect, Ethiopia: populations at risk, 15 juillet 2025:
<https://www.globalr2p.org/countries/ethiopia/>.

HRW, 29 juillet 2025:

« Ethiopian lawmakers should reject proposed amendments to the civil society law that would grant the government sweeping powers to restrict nongovernmental organizations, Human Rights Watch said today. *Ethiopia's partners should denounce the draft law, which is yet to be introduced to parliament, and make clear that any legal revisions should adhere to international human rights standards.*

The draft amendments would enable federal authorities to prohibit foreign funding to groups engaged in governance and election-related work and deny registration to, suspend, or dissolve organizations on vague "national security" grounds without judicial oversight and the right to appeal. *The proposal has been put forward ahead of elections scheduled for June 2026.*

"The proposed amendments to Ethiopia's civil society law would dismantle the very reforms Prime Minister Abiy Ahmed's government had enacted," said Laetitia Bader, deputy Africa director at Human Rights Watch. "Adopting these amendments would be a deadly blow to the country's civil society and civic space."

The amendments were put forward when Ethiopian authorities were already cracking down on civic space and independent rights groups. In the past year, Ethiopian security and intelligence forces increased their intimidation, harassment, and threats against Ethiopian human rights advocates and organizations. *If adopted, the draft amendments would reverse gains reflected in the 2019 law, introduced after Prime Minister Abiy Ahmed took office. The amendments resemble the country's draconian 2009 civil society law, which imposed a broad range of restrictions on civil society groups, onerous bureaucratic hurdles, harsh criminal penalties, and intrusive surveillance. The 2009 law forced most independent human rights groups to close or severely reduce their activities.* » Source: HRW, Ethiopia: Proposed Legal Changes Threaten Civil Society, 29 juillet 2025: <https://www.hrw.org/news/2025/07/29/ethiopia-proposed-legal-changes-threaten-civil-society>.

HRW, 7 juillet 2025:

« On the afternoon of June 25, police in the regional capital of Ethiopia's conflict-affected Amhara region arrested Dr. Daniel Fentaneh, a gynecologist and obstetric resident at Bahir Dar University Teaching Hospital, confiscating his phone and laptop.

Daniel had been a key figure in recent nationwide protests by Ethiopian healthcare professionals demanding better working conditions, adequate pay, and legal protections against harassment and political intimidation. He shared healthcare workers' challenges and demands on the popular and since-deleted Facebook page he administered, "Dr. Debol". » Source: HRW, Ethiopian Doctor Arrested After Health Worker Strike, 7 juillet 2025: <https://www.hrw.org/news/2025/07/07/ethiopian-doctor-arrested-after-health-worker-strike>.

HRW, 16 janvier 2025:

« *Fighting between the Ethiopian military and militias in the Amhara region resulted in **hundreds of civilian deaths and injuries, including attacks against refugees and civilian infrastructure such as hospitals.** The government renewed a sweeping state of emergency for the Amhara region, but its provisions were applied throughout Ethiopia; mass arrests persisted once it expired.*

Authorities harassed, surveilled, and detained journalists, human rights defenders, and outspoken figures, creating an increasingly hostile and restrictive reporting environment.

Impunity for human rights abuses remained the norm. While the government developed a transitional justice policy, accountability efforts for past and ongoing abuses have been inadequate and lacked transparency and independent oversight. Ethiopia's international partners continued to normalize their relationships with the Ethiopian government with little regard for ongoing abuses.

Ethiopian forces also committed widespread attacks amounting to war crimes against medical professionals, patients, and health facilities in the Amhara region. Soldiers beat, arbitrarily arrested, and intimidated medical professionals. Soldiers also **unlawfully attacked medical transports and interfered with the delivery of humanitarian assistance.** » Source: Human Rights Watch (HRW), World Report 2025 - Ethiopia, 16 janvier 2025: <https://www.ecoi.net/en/document/2120077.html>.

HRW, juillet 2024:

« *By early November 2023, the Ethiopian military had taken control of the town. **Soldiers seized the hospital's ambulance, accusing doctors of using it to provide treatment to Fano fighters.** They also began regularly harassing staff, including Solomon, threatening them and repeatedly searching the hospital as well as the residences of hospital staff. Despite this, he and his colleagues continued to treat patients. In December, Solomon began receiving threatening phone calls from unknown callers whom he believed were government soldiers, questioning his relationship with Fano. He later found out the military had placed his name on a list of individuals suspected of giving treatment to Fano fighters. Fearing for his life, he fled the town, adding to the **growing number of healthcare professionals who have stopped medical practice in the region or relocated beyond the front lines.*** [...]

Government security forces, including Ethiopian military, police and militia, have killed health workers and patients, threatened and assaulted doctors, wrongfully arrested patients, looted and destroyed medical supplies, and misused healthcare facilities. They have targeted ambulances, including in at least one apparent drone strike. They have repeatedly **raided hospitals in search of patients with injuries**, in particular gunshot, blast or fragmentation wounds, **which the military considers to be proof of participating in fighting or having Fano-fighter affiliation.** » Source: HRW, "If the Soldier Dies, It's on You": Attacks on Medical Care in Ethiopia's Amhara Conflict, 3 juillet 2024: <https://www.hrw.org/report/2024/07/03/if-soldier-dies-its-you/attacks-medical-care-ethiopia-amhara-conflict>.

IFRC, 20 août 2025:

« *Ato Honelegn Fentahun was on duty when he lost his life. **On 14 August, a security incident occurred in the Cheneq area of Janamora Woreda, North Gondar Zone, Amhara Region. Three***

ERCS staff members including Ato Honelegn Fentahun, **were abducted by unidentified armed individuals while returning from delivering an ambulance.** They were **released on 15 August**, but upon release, **Ato Honelegn Fentahun required immediate medical attention and was transported to hospital, where he tragically passed away shortly after arrival.** » Source: IFRC, Statement: IFRC mourns the loss of Ethiopian RC staff member : 20 août 2025: <https://www.ifrc.org/article/statement-ifrc-mourns-loss-ethiopian-rc-staff-member>.

Insecurity Insight, sans date (consulté le 3 septembre 2025):

« **17 May 2025:** In Debark woreda, North Gondar zone, Amhara region, **eight health workers were arrested** from Debark General Hospital by the ENDF.

11 May 2025: In East Gojjam zone, Amhara region, the **president of the Health Professionals Association**, who worked at Bichena Primary Hospital and had expressed his support for the recent demonstrations, was **arrested from his home by police.** » Source: Insecurity Insight, Ethiopia, sans date (consulté le 3 septembre 2025): <https://insecurityinsight.org/country-pages/ethiopia>.

Mihretie Gedfew et al., avril 2025:

« In **Ethiopia's Amhara Region**, the **ongoing conflict has gravely undermined healthcare delivery and infrastructure, creating a complex and worsening public health crisis.** The destruction of essential healthcare infrastructure, including hospitals, clinics, and supply chains, has had a devastating impact on the region's health services. [...]

Moreover, the **displacement and migration of healthcare professionals due to the conflict further intensify workforce shortages**, causing significant disruptions to healthcare service delivery. [...]

Researches indicates **higher rates of post-traumatic stress disorder, anxiety, and depression** among populations affected by conflict and displacement. **Healthcare workers are also deeply affected**, experiencing burnout and psychological distress as they operate under intense and challenging conditions in conflict zones. [...] » Source: Mihretie Gedfew et al., Armed conflict and treatment interruptions: A systematic review and meta-analysis in Amhara, Ethiopia, avril 2025: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0033350625000605>.

MSF, 9 juillet 2025:

« Since mid-2023, **ongoing conflict has severely affected the already fragile healthcare system in the region [Amhara]. Insecurity, movement restrictions and lack of affordable transportation** are making it increasingly difficult for patients with life-threatening conditions like kala-azar and snakebite to access timely and adequate medical care.

Health facilities are under growing strain, facing shortages of essential medicines and disrupted supply chains. Mobile outreach services, which once played a key role in reaching remote patients with kala-azar, have been scaled back or suspended due to security concerns.

Due to the insecurity in the area, MSF had to suspend outreach health promotion and information activities. Additionally, MSF was forced to halt life-saving ambulance referrals for highly

critical patients to Gondar University Hospital, exacerbating the challenges faced by those in need of urgent care. » Source: MSF, Insecurity and movement restrictions to Healthcare in Amhara: Patients Struggle to Reach Lifesaving Treatment, 9 juillet 2025: <https://msf.or.ke/news-and-re-sources/news/insecurity-and-movement-restrictions-healthcare-amhara-patients-struggle>

OCHA, 14 juillet 2025:

« **Displaced communities across Amhara face dire living conditions.** An estimated **22,000 displaced people** have been sheltering in **three collective sites in Debre Berhan city for the past three years**. Living conditions are dire, and humanitarian assistance has been limited.

An **estimated half a million people** are currently displaced across the region. According to the Amhara Disaster Prevention and Food Security Commission, nearly 90% are living with host communities, while the remainder reside camps and sites across the region, with the largest concentrations in Debre Berhan and Jara - hosting approximately 22,000 and 10,000 people, respectively.

The **displaced face acute shortages of food, shelter, water, sanitation, healthcare, and protection services**. Food distributions are irregular and insufficient, and recent arrivals are currently excluded due to a lack of registration.

The Amhara Public Health Institute confirmed **2,435 cholera cases and 15 deaths**, as of 17 June, with half of the **patients experiencing severe dehydration**.

Ethiopia confirmed its first **mpox** case on 24 May 2025. As of 27 June, 24 confirmed cases, including one death, have been reported from 312 laboratory tests. Of these, 20 individuals have recovered, while three patients are still receiving treatment in the Amhara and Oromia regions. **Seven regions are currently affected: Oromia, Amhara, Southwest Ethiopia Peoples Region, Addis Ababa, Central Ethiopia Region, Sidama and Harari.** » Source: UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Ethiopia - Humanitarian Update (May-June), 14 juillet 2025 : <https://shorturl.at/RzF6B>.

OCHA, 13 décembre 2024:

« Since the conflict began in July 2023 in Amhara Region, and as of October 2024, the regional Public Health Institute (APHI) reported 1,681 survivors, including 1,645 women and 36 men, that sought help for sexual violence in 32 health facilities. Nearly 47 per cent of these survivors are under 18. However, this data only reflects reports from a small fraction of health facilities, with under-reporting due to fear of stigma, retaliation, and access issues. The absence of the GBV Information Management System (GBVIMS) further complicates efforts to assess the full scale of GBV incidents. » Source : OCHA, Ethiopia, Situation Report, 13 décembre 2024: <https://www.unocha.org/publications/report/ethiopia/ethiopia-situation-report-13-december-2024>.

OHCHR, juin 2024:

« 3. Overall, 594 incidents of human rights violations and abuses impacting 8,253 victims (of whom at least 343 were women) were recorded in 2023, a 55.9 percent increase from 2022. **State actors were allegedly responsible for 70 percent of the violations** (415 incidents), while non-state actors accounted for 22.3 percent (133 incidents) of which 25 incidents were specifically attributed to the Eritrean Defence Forces. **Out of the victims, a total of 1,106 people were killed in Amhara**

(740) and in Oromia (366) in 160 incidents during the reporting period. The **use of drones by the Ethiopian National Defense Force (ENDF/Ethiopian Airforce) resulted in disproportionate levels of civilian casualties**, with 18 registered drone strikes that **caused 248 civilian deaths and injured 55 between 4 August and 31 December 2023**. Following the declaration of the state of emergency, high numbers of arbitrary arrests, predominantly of ethnic Amhara people in different parts of the country, were documented. Cases of sexual violence, including conflict related (CRSV), were also recorded but remained generally underreported. » Source: OHCHR, Update on the human rights situation in Ethiopia, juin 2024: <https://www.ecoi.net/en/file/local/2111158/OHCHR-Update-HR-situation-in-Ethiopia-in-2023.pdf>.

OSAR, 25 août 2025:

« **Un mouvement qui bénéficie du soutien de la population amhara** et qui contrôle essentiellement les zones rurales. Pour le Danish Immigration Service (DIS), le mouvement **recrute principalement parmi la population amhara, qui serait réticente à rejoindre les forces nationales éthiopiennes, car celles-ci sont principalement composées de soldats originaires d'Oromia et dirigées par des personnes originaires d'Oromia. Plus de 75 % des jeunes de l'Amhara auraient rejoint le mouvement**. Les Fano contrôlent les zones rurales de la région, alors que les forces fédérales contrôlent les villes et les routes principales (DIS, octobre 2024). Selon TNH, les Fano sont un groupe ethno-nationaliste qui prétend représenter les Amharas et semblent **bénéficier d'un large soutien populaire**. [...]

Selon la personne de contact B, **il n'existe pas de « branche civile » officiellement reconnue du Fano. Cependant, le mouvement compte un nombre important de partisan·e·s et de collaborateurs·trices civil·e·s, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région**. » Source: Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Éthiopie : structure et fonctionnement du mouvement Fano, 25 août 2025 : https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Afrika/Aethiopien/250825_ETH_membership_FANO.pdf.

OSAR, septembre 2023:

« Arrestations massives de personnes civiles d'origine amhara à Addis-Abeba. **Près de 3000 personnes, surtout des jeunes garçons, auraient été arrêtées et détenues dans des centres de détention informels**. Selon Africa news, qui cite des témoins et des avocats, la déclaration de l'état d'urgence dans la région d'Amhara a été suivie d'arrestations de masse de plusieurs milliers de personnes dans la capitale, Addis-Abeba. Africa news fait un parallèle avec la précédente déclaration d'état d'urgence lors du conflit au Tigré pendant laquelle des milliers de Tigréen·e·s avaient également été arrêté·e·s dans tout le pays. Selon la CEDH, citée par Africa news, les **arrestations de personnes civiles d'origine amhara sont « généralisées »**. Selon les témoins, alors que l'état d'urgence ne concerne en principe que la région d'Amhara, celui-ci semble également être en vigueur dans la capitale, avec des suspects détenus dans des postes de police et des écoles. Selon un avocat consulté par Africa news, ce sont près de 3000 personnes qui ont été arrêtées dans la capitale, la plupart étant des jeunes garçons. De son côté, **le gouvernement n'a admis avoir arrêté que 23 personnes** (Africa news, 14 août 2023). Selon AI, les personnes détenues par le gouvernement à Addis Abeba ont été envoyées dans des centres de détention informels, y compris des écoles (AI, 18 août 2023). La CEDH confirme également qu'il y a eu à Addis-Abeba des arrestations généralisées de personnes civiles d'origine amhara. De nombreuses familles et ami·e·s de personnes détenues ont alerté la CEDH, mais à la mi-août 2023,

cette dernière n'avait pas encore été autorisée à se rendre dans les centres de détention pour contrôler les conditions de détention (EHRC, 14 août 2023).

Augmentation des discours de haine à l'encontre de certains groupes ethniques comme les Amharas. Arrestations massives de personnes civiles amharas. Opposants politiques visés dans la région d'Amhara. La Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie a indiqué avoir enregistré des détentions arbitraires à grande échelle qui ont particulièrement ciblé les personnes d'origine amhara, mais également l'utilisation généralisée de discours de haine et d'incitation à la discrimination ethnique et sexuelle. La Commission a noté une augmentation de l'ethnisation du langage à l'encontre de groupes tels que les Oromos, les Tigréen-ne-s et, à partir d'avril 2023, les Amharas. Au mois d'août 2023, de **hauts conseillers du gouvernement ont inventé un nouveau terme, jawisa, qui se traduit par bandit ou charognard, pour désigner les membres de la milice Fano.** Pour la Commission, les autorités s'en prennent maintenant aux opposants politiques dans l'Amhara. La Commission fait état de nombreux rapports crédibles de violations dans la région d'Amhara, y compris la détention arbitraire massive de personnes civiles amharas, depuis l'imposition de l'état d'urgence (CDH, 14 septembre 2023). » Source: OSAR, Éthiopie : état d'urgence et situation des personnes d'origine ethnique amhara, 26 septembre 2023 : https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Afrika/Aethiopien/230926_ETH_situation_Amhara.pdf.

RSF, sans date (consulté le 19 août 2025):

« **Propaganda seeking to control the narrative on the war is pushed by both opposition militias and the authorities, which create disinformation on social media that is then picked up by the media. The government's determined efforts to take control of the narrative have included creating a "fact-checking" platform. Made to look like a media outlet, it is actually used as a conduit to relay the government's message, and uses unverified facts and disinformation to discredit dissenting voices.** Meanwhile, the Media Regulatory Authority (EBA) is a government tool that does nothing to promote quality independent journalism.

The upsurge in abuses committed against journalists, especially the journalists murdered during the war in Tigray continues in the Amhara region. Many journalists were killed in unclear circumstances during the Tigray war. **Numerous reporters whose coverage of the Tigray and Amhara conflicts were not aligned with the government line have been detained on serious charges such as "promoting terrorism" and are sometimes held for months in military camps in the heart of the desert.** Multiple journalists are still in prison due to their coverage of the conflicts. Unable to continue practicing their profession, some have left the country. » Source: Reporters sans frontières (RSF), Ethiopia, sans date (consulté le 19 août 2025): <https://rsf.org/en/country/ethiopia>.

The Conversation, 2 avril 2025:

« **Ethiopia is in the grip of a civil war between federal government forces and the Fano, a loose alliance of ethnic-based militia in the Amhara region.** This conflict in Ethiopia's north erupted less than a year after the devastating Tigray war, which ended in 2022. **The Amhara are one of Ethiopia's largest ethnic groups and played a leading role in the making of the Ethiopian state.** Amharic serves as the country's working language.

The Amhara conflict began as minor sporadic clashes with government forces in April 2023. This rapidly escalated into a full-scale insurgency by August when Fano forces launched a full blown attack in an effort to control the region's major cities.

The violence since has displaced more than 100,000 people and left 4.7 million children out of school.

The death toll from the conflict is piling up. In March 2025, the government claimed to have killed more than 300 Fano fighters. » Source: The Conversation, Ethiopia's civil war: what's behind the Amhara rebellion?, 2 avril 2025: <https://theconversation.com/ethiopias-civil-war-whats-behind-the-amhara-rebellion-252425>

The New Humanitarian, 12 novembre 2024:

« For the past 20 months, **Ethiopia's Amhara region has been torn apart by a bloody conflict between federal forces and a coalition of militia known as Fano**, who demand full Amhara control of all territory they regard as part of their homeland.

It's a war in which the Ethiopian National Defense Force (ENDF) has been accused of extreme human rights abuses, and indiscriminate drone strikes by the military have killed hundreds of civilians.

The conflict is largely waged in the rural highlands, but Fano has also managed to penetrate urban areas – raids that have triggered a violent response by the security forces. » Source: The New Humanitarian, Who is Fano? Inside Ethiopia's Amhara rebellion, 12 novembre 2024 : <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2024/11/12/who-fano-inside-ethiopia-amhara-rebellion>.

The New Humanitarian, 19 septembre 2024:

« In late July, **Yared Melese, a 30-year-old NGO worker**, checked into a hotel in North Wollo zone, part of Ethiopia's troubled Amhara region. He had gone to assess humanitarian needs on behalf of Action for Social Development and Environmental Protection Organisation (ASDEPO), an Ethiopian non-profit.

That night he and three colleagues were abducted by armed men. The kidnappers let the others go but demanded a ransom for Yared's release. Mediation by local elders failed. On 9 August, it was confirmed that Yared was dead.

Yared was the **sixth humanitarian worker to be killed this year in Amhara**, where government forces are fighting local militias known as Fano. The UN also counts eight incidents of kidnap involving UN or NGO staff, nine incidents of robbery, and four where UN vehicles have been commandeered. » Source: The New Humanitarian, Aid workers risk death and kidnap in Ethiopia's troubled Amhara region, 19 septembre 2024: <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2024/09/19/aid-workers-risk-death-kidnap-ethiopia-troubled-amhara-region-fano>.

UK Home Office, juin 2025:

« Sources estimate that there have been **at least 7,700 conflict deaths between April 2023 and April 2025 in Amhara region**, which represents 0.03% of the estimated 23 million population. Both government forces and Fano have committed human rights abuses/violations against the Amhara.

*In August 2023, in response to the deteriorating security situation, the **government declared a State of Emergency (SoE) which continued until June 2024. Thousands of Amhara were arrested and detained during the SoE, in Amhara and other regions, and Addis Ababa, some were released. Arrests of those suspected of links continued into the second half 2024 and 2025, with the federal government targeting those suspected of links with the Fano.***

Ethnic Amhara are unlikely to face a real risk of persecution or serious harm from the state on the grounds of ethnicity only. Factors likely to increase risk include:

- ***actual or perceived support of Fano militias***
- ***familial links to Fano members and/or supporters***
- ***actual or perceived membership of unarmed Amhara opposition groups***
- ***public criticism of the government***

*Sources estimate that there have been at least **7,700 conflict deaths between April 2023 and April 2025 in Amhara region**, which represents 0.03% of the estimated 23 million population. **Both government forces and Fano have committed human rights abuses/violations against the Amhara.***

1.2.1 Both federal security forces and Amhara armed groups, principally Fano militias, have been connected to human rights abuses** including attacks on civilians and may have been involved in core **international crimes.

***3.2.4 Fighting between the ENDF and Fano militias has spread to all areas of Amhara region.** The majority of battle incidents were recorded in North Shewa, East Gojam, West Gojam, South Gondar, West Gondor, Awi, Oromo special region, and North Wello zones. Fano are concentrated in and control rural areas but skirmishes often happen with ENDF for control of towns and they carry out opportunistic attacks in the cities, particularly targeted at politicians and officials (see Areas of control).*

***3.2.5 Additionally, Fano and the Oromo Liberation Army (OLA) have clashed along the Amhara and Oromia regional border** and in North Shoa in the Oromo special zone (see Areas affected by the conflict).*

***3.2.6 The number of civilian casualties caused by the conflict in Amhara region is unclear because of limited reliable reporting.** However, the Armed Conflict Location & Events Data Project (ACLED) documented **2,346 events of political violence** (battles, explosives/remote violence, violence against civilians and protests and riots) **resulting in 9,096 fatalities** (combatants and civilians) **between 1 April 2023 and 30 April 2025.** ACLED also recorded 446 events where civilians had been targeted resulting in over 1,811 fatalities. The US-based Amhara Association of America (AAA), which advocates on behalf of the Amhara, claimed that there were over **3,283 civilian casualties** (2,592 deaths and 691 injuries) **between 4 August 2023 and 4 August 2024 in Amhara.** Most of the civilian casualties resulted from 'indiscriminate' attacks by the ENDF, including extensive use of drones and heavy artillery weapons. » Source: UK Home Office, Country Policy and Information Note Ethiopia: Amhara and Amhara opposition groups, juin 2025: https://www.ecoi.net/en/file/local/2127107/ETH_CPIN_Amhara_and_Amhara_opposition_groups.pdf.*

UN, 17 janvier 2024:

« Stéphane Dujarric, Spokesperson for the Secretary-General, United Nations:

“We, along with our partners, are supporting the Government in its efforts with extremely limited funding in a very challenging operating environment, particularly **amid active hostilities in Amhara and Oromia**. However, our humanitarian colleagues stress the **need to scale up the response to support 4 million people in these regions with food aid, nutrition, water and sanitation as well as health services**. They tell us that the main issue is **lack of funding and insecurity**. » Source: UN, Ethiopia Humanitarian Situation, 17 janvier 2024 : <https://media.un.org/unifeed/en/asset/d316/d3165163>.

USDOS, 12 août 2025:

« On August 14, the VOA reported **a humanitarian worker, Yared Melese, was kidnapped for ransom and later killed by an unidentified criminal group** operating in Dawunt Woreda of the North Wello Zone **in the Amhara Region**. Additionally, 14 aid workers reported being kidnapped during the year. **The Ethiopian Civil Society Organizations Council reported a surge in attacks targeting humanitarian workers in Amhara Region, Oromia Region, and elsewhere across the country**. » Source: US Department of State (USDOS), 2024 Country Reports on Human Rights Practices: Ethiopia, 12 août 2025: <https://www.ecoi.net/en/document/2128504.html>.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faîtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.